

Paris, le lundi 31 août 2015

Réponse à une non-réponse

Monsieur le Président,

L'Association des Professeurs de Lettres vous a, le 2 mai dernier, adressé un Appel « pour l'avenir des langues anciennes et de l'école¹ » à propos duquel votre chef de cabinet nous a écrit depuis que vous l'aviez fait transmettre à votre ministre de l'éducation nationale, n'ayant pas vous-même le temps de nous recevoir.

Pourtant, cet Appel était signé d'un ancien Premier ministre, d'un ancien président du Conseil constitutionnel, de trois anciens ministres de l'éducation nationale et d'une trentaine de parlementaires ; d'une vingtaine d'associations de professeurs spécialistes et de sociétés savantes ; d'un prix Nobel de médecine, d'un lauréat de la Médaille Fields, d'une quarantaine de membres de l'Institut, de quelque cent cinquante savants, essayistes, écrivains, artistes français de renommée internationale.

La réunion de tant d'éminences est si rare, les noms de François Cheng, Yves Bonnefoy, Michael Edwards, Marc Fumaroli, Claude Hagège, Jean-Luc Marion, Régis Debray, Jacques-Alain Miller, Jules Hoffmann, Laurent Lafforgue, Étienne-Émile Beaulieu, Daniel Mesguich, Luc Bondy, Eugène Green... sont si illustres qu'il est à tout le moins difficile de comprendre qu'un chef d'État n'ait pas eu le temps d'écouter ce que ces gens pouvaient avoir à lui dire de l'avenir intellectuel de la nation qu'il dirige – il n'était pas beaucoup moins surprenant il est vrai d'entendre un ministre *de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*, partant le garant et l'image de la science et de l'excellence françaises, désigner de pareilles éminences comme autant de *pseudo(s)-intellectuels*...

Mais passons. Nul doute en effet qu'accaparé par le salut du peuple grec ou la lutte contre le chômage vous n'ayez pu considérer à sa juste mesure l'injure que représente la réforme du collège, injure dont le sort réservé au latin et au grec est emblématique.

Une injure faite à la raison. Introduire le latin et le grec dans un dispositif interdisciplinaire sans les reconnaître préalablement comme disciplines à part entière, ainsi que cela est fait pour toutes les autres disciplines, contredit au principe même du dispositif dans lequel on prétend les inscrire. L'article 3 de l'arrêté stipule en effet que les « enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI) » sont des enseignements « complémentaires », qui permettront d'« approfondir et de concrétiser les savoirs par une démarche de projets collectifs concrets ». Mais comment faire, pour le latin et le grec, en l'absence de savoirs préalables ? Certes, l'article 7 prévoit de leur consacrer un « enseignement complémentaire ». Voici donc le latin et le grec devenus enseignement complémentaire d'un enseignement de complément... qui ne complète rien !

Une injure faite à la vérité. Tout porte à le penser : ce montage absurde sert à escamoter l'enseignement (véritable tout du moins) du latin et du grec. De fait, alors qu'il existe huit EPI,

1 Cet appel fut publié sur le site du *Point* le 4 mai. Il est disponible sur le site de l'APLettres : <http://www.aplettres.org/pdf/Appel%20latin%20grec.pdf>

que la durée d'un EPI est d'un semestre, que chaque collégien doit en suivre plusieurs durant sa scolarité, n'est-il pas malhonnête d'affirmer qu'on étend à tous les élèves le profit des langues et cultures de l'Antiquité ? Et n'est-il pas, pour les mêmes raisons, frauduleux d'additionner l'horaire de l'EPI à celui du complément de l'EPI pour prétendre que l'on conserve pour les langues anciennes le même volume horaire qu'actuellement ? Cet horaire en baisse et que, pour l'heure, aucun texte ne garantit, est par-dessus le marché à prélever sur les horaires disciplinaires, dont, comme on l'a vu, les langues anciennes sont exclues, dans un calcul, ou un *strangle for life*, où les langues anciennes, mises en concurrence avec les cours à effectifs réduits et les langues régionales, seront otages des rapports de force locaux et des a priori idéologiques.

Une injure faite aux professeurs et aux élèves. Les professeurs de lettres classiques transmettent avec obstination et enthousiasme la pensée des Anciens, non pas comme un rituel passéiste mais comme une expérience de vie, ne cessant de s'ajuster à la diversité de publics nouveaux. C'est cet engagement que nient et méprisent, tant par leurs caricatures éhontées que par leur ludisme militant, les artisans de cette réforme, comme ils méprisent les élèves auxquels ils dénie la capacité d'être studieux et auxquels ils refusent la joie de découvrir des peuples et des civilisations derrière les mots d'une langue, le sentiment d'appartenir, non au temps récent de l'actualité, mais au temps long de l'histoire et, somme toute, de l'humanité.

Une injure faite aux savants. Répétons-le : les signataires de l'Appel qui vous a été adressé sont membres de l'Institut et d'académies étrangères, professeurs à l'École Normale Supérieure, à l'École Pratique des Hautes Études, au Collège de France, chercheurs à l'EHESS, au CNRS, au CEA, à l'INSERM, ils sont philosophes, juristes, géographes, sociologues, économistes ; mathématiciens, informaticiens, physiciens, astronomes, chimistes, biologistes, botanistes, médecins ; spécialistes des langues et des littératures grecques, latines, françaises et francophones, espagnoles, italiennes, anglo-américaines, russes ; historiens médiévistes ou contemporanéistes, égyptologues, assyriologues, sinologues... Inquiets, ils se sont tournés vers vous et concluent : « Nous en appelons au Président de la République, non seulement pour que cette réforme absurde soit abandonnée, mais pour qu'en outre des mesures d'ensemble soient prises de manière que le latin et le grec retrouvent dans notre école et pour tous les élèves de France la place éminente qui leur revient naturellement, "au sommet des études", disait Victor Hugo. » Car face à l'expression d'un semblable jugement émis par de semblables personnalités, la ministre se bornait (et se borne toujours) au dédain, les traitant comme on n'osait déjà plus les traiter aux temps où d'aucuns voulaient se débarrasser des « mandarins », ne doutant pas « que ceux qui font aujourd'hui cette erreur d'analyse sauront la reconnaître lorsqu'ils auront enfin lu les textes » (*Journal du dimanche* du 4 mai) : quelle insulte plus grave, à l'adresse de savants, que de mettre en doute cette rigueur intellectuelle dans laquelle réside l'essence même de leur vocation et de leur noblesse ?

Les signataires de cet Appel resté sans réponse vous disaient, Monsieur le Président, que, par son contenu, cette réforme privait les jeunes Français du moyen de comprendre leur langue, leur littérature, leur histoire, leur patrimoine artistique, du moyen aussi de critiquer les dogmes et de remettre en cause les *identités meurtrières* ; qu'elle ignorait et menaçait la singularité et le rayonnement d'un pays qui ne découle pas des atavismes mais qui s'est construit, délibérément et continûment, avec le matériau antique. Ils ont découvert depuis que, par leur procédé, l'insulte à la raison, la pratique omniprésente de l'approximation et du sophisme, le mépris des savants, ceux qui l'imposent interdisent tout vrai dialogue avec le peuple, puisque plus rien de vrai, ni de sensé, ni d'éclairé n'est susceptible de le fonder. Au bout du compte, ce sont les Français eux-mêmes, et la France, qui sont injuriés.

Le Bureau de l'Association des Professeurs de Lettres